

2025 : Trump réélu, l'Europe face à son destin

Donald Trump est de retour à la Maison-Blanche, sans surprise, il applique immédiatement ses priorités :

- **Fin d'un soutien américain sans équivoque à l'Ukraine** : Washington se retire, laissant Kiev face à Moscou.
- **Remise en cause de l'OTAN** : Trump pousse pour que l'Europe assure seule sa défense.
- **Retour au protectionnisme** : il impose des taxes sur les produits européens et négocie en force avec la Chine, reléguant l'Europe au second plan.

Dans ce vide géopolitique, **Vladimir Poutine en profite pour renforcer son emprise**. La Chine renforce un peu plus son accès aux matières premières et aux technologies stratégiques.

L'Europe se retrouve seule. Mais cette fois, **elle n'a plus le choix : elle doit agir et vite**.

Imposer une souveraineté Européenne pour multilatéraliser systématiquement les discussions.

Quelque soit le sujet, **Trump ne sait pas fonctionner autrement qu'à deux** - il le dit, il fait des transactions, des deals. Avec plusieurs interlocuteurs cela devient un tour de table et il ne sait pas faire ...

L'idée est d'amener Trump sur un terrain où il ne peut pas appliquer son approche transactionnelle habituelle sans pour autant lui donner l'impression d'un affrontement direct. Cela le mettrait dans une posture inconfortable où il ne pourrait pas facilement imposer son mode de fonctionnement.

Cela consiste à identifier des partenaires qui ont des **intérêts croisés avec Trump**, sans être directement impliqués dans le conflit Ukrainien. Ces partenaires pourraient être intégrés dans une dynamique d'**alliances fluctuantes**, rendant difficile une approche transactionnelle binaire.

De plus ce cheminement devrait permettre d'associer « écologie » et indépendance stratégique.

Cela est possible avec une Europe qui se donne les moyens.

La leçon du Covid : quand l'Europe a brisé ses tabous

En 2020, l'UE a montré qu'elle pouvait agir face à une crise existentielle :

- **Le plan de relance NextGenerationEU (750 milliards d'euros de dette commune)**, brisant le tabou du financement mutualisé.
- **La suspension des règles budgétaires strictes** (Pacte de Stabilité) pour permettre aux États d'agir vite.
- **Une approche collective sur les vaccins**, évitant le chaos des négociations individuelles.

Ce qui semblait impossible avant la pandémie **est devenue réalité en quelques mois**.

Aujourd'hui, face au double défi Trump-Poutine, **l'Europe doit retrouver cet esprit de solidarité et d'audace**.

Protéger l'Ukraine et sécuriser l'Europe avec une dette commune

Avec le retrait américain, **le financement de l'Ukraine ne peut plus dépendre des États-Unis.** L'Europe doit prendre le relais. Face au virus, l'Europe avait financé des vaccins pour tous. Aujourd'hui, elle doit garantir la sécurité de tous.

- **Création d'un Fonds européen de défense**, financé par une dette commune, comme en 2020 pour le COVID. (envisager une monnaie complémentaire)
- **Rachat des obligations européennes par la BCE**, pour éviter les attaques spéculatives (comme sur la Grèce et l'Italie en 2010).
- **Multiplés initiatives de soutien direct et indirect à Kiev**, modernisation des capacités militaires européennes.

Mettre l'épargne citoyenne au service de l'Europe, se protéger de la financiarisation

L'Europe doit sécuriser son financement en contrôlant sa propre dette.

L'Europe a une immense épargne privée, mais elle est mal utilisée. **Plutôt que d'alimenter les marchés financiers, il faut mobiliser l'épargne européenne pour des projets d'intérêt collectif et de souveraineté** ; Comme le Livret A en France finance le logement social, une épargne citoyenne pourrait financer l'avenir de l'Europe.

- **Création d'un compte d'épargne européen citoyen** (comme le furent les bons du trésor) destiné aux infrastructures stratégiques (énergie, défense, industrie).
- **Mécanisme d'épargne fondante au-delà d'un certain seuil (100 000 euros ?)**, pour éviter la thésaurisation et favoriser l'investissement.
- **Développement du crowdfunding citoyen** pour financer des projets locaux et européens.

Transformer l'exception en nouvelle norme

L'histoire récente prouve que **l'Europe n'agit que sous la pression des crises**. En 2010, elle a réagi trop tard à la crise de l'euro. En 2020, elle a su faire face au COVID avec une dette commune et un plan massif.

En 2025, elle doit prouver qu'elle a appris de ces leçons.

- Une dette commune pour donner un nouvel élan à la souveraineté et à la robustesse de l'Europe.
- Une épargne citoyenne mobilisée pour financer l'Europe et protégée par des mécanismes solides **de protection de l'épargne dans un capitalisme régulé post-croissant (CRPC)**.
- Une indépendance énergétique et industrielle garantie par un **Green New Deal** européen.

L'Europe a déjà prouvé qu'elle pouvait être forte quand elle s'unit. **Il est temps de passer à l'action.**

Cette recherche de robustesse et de souveraineté écologique peut-elle être « capitaliste ou pas » ?

Le terme **capitalisme** désigne un système économique basé sur la propriété privée des moyens de production et l'accumulation du capital. Cependant, il peut prendre plusieurs formes selon le degré d'intervention de l'État et la régulation des marchés ... et de la puissance d'un tiers secteur.

Il semble peu vraisemblable qu'un cheminement vers une nouvelle robustesse et souveraineté écologique de l'Europe puisse passer par une remise en cause totale de la propriété privée ; les freins culturels et constitutionnels seraient tellement importants que cette hypothèse ne peut être

envisagé dans un temps court répondant aux impératifs du défi ... nous allons devoir faire avec, sans mettre de côté nos orientations politiques.

Cela implique de mettre de côté le capitalisme pur « idéalisé » où les marchés fonctionnent avec un minimum d'intervention étatique, la concurrence n'est qu'une histoire de prix et est censée réguler l'économie de manière autonome ; idéalisé parce que tout en cherchant à limiter au maximum l'intervention étatique, sous couvert de libéralisme, il en a besoin pour exister au travers de la garantie de la propriété privée et d'un cadre institutionnel qui va avec ; L'Europe et la France sont conduites « en partie » avec ces objectifs. Quant à l'utopie libertarienne qui veut supprimer l'Etat, cela revient à scier la branche sur laquelle est assise leur idéologie.

Il existe en plus différents capitalismes « de marché » où la régulation de l'Etat est plus ou moins forte et inclue plus ou moins les dimensions sociales et d'équité. On y trouve différentes formes de Keynésianisme en fonction de la « puissance » de régulation de l'état et des paramètres pris en compte qui peuvent inclure des dimensions environnementales paramétriques ; cela n'inclut pas la dimension « sensible » de l'écologie. C'est un capitalisme régulé qui bon an mal an préside à la gouvernance de L'Europe et de la France.

En fait L'enjeu n'est plus seulement de choisir entre régulation et libéralisme, mais de repenser l'architecture économique pour éviter l'accaparement et la financiarisation tout en garantissant résilience, robustesse et justice sociale ... sans mettre de côté la frugalité, le partage et la solidarité associés à la richesse de la biodiversité. **Il va nous falloir construire un capitalisme régulé post croissant (CRPC)** qui serait un modèle hybride (c'est à la mode) avec un tiers secteur structurant où les citoyens et les collectivités locales reprennent du pouvoir via des fonds citoyens, une épargne orientée et une réorganisation productive industrielle ou non.

Que pourrait-on trouver dans ce CRPC ?

La robustesse et la frugalité, piliers « structurels » d'une société post-croissante, nécessitent un cadre protecteur limitant la financiarisation excessive et la concentration des infrastructures stratégiques.

L'enjeu est autant économique que politique : l'Europe ne peut rester vulnérable aux flux financiers globalisés, elle doit garantir son autonomie face aux prédatons extérieures.

Envisager une monnaie complémentaire.

Au-delà d'une simple mutualisation de la dette, comme après le COVID, **une dette commune européenne adossée à une monnaie complémentaire** permettrait d'échapper à la spéculation et de financer des projets essentiels à la résilience et la robustesse du continent.

- **On évite la financiarisation excessive de la dette commune** en créant un circuit monétaire dédié aux investissements stratégiques ayant fait l'objet de conventions citoyennes tranchées par une consultation sous forme de vote préférentiel.
- **On réduit la dépendance aux marchés internationaux** en permettant un financement direct des projets essentiels sans passer par la dette libellée en euros ou en dollars.
- **On donne un cadre d'investissement protégé** aux entreprises et citoyens européens souhaitant contribuer au développement stratégique sans être exposés à la spéculation.

Cette monnaie européenne complémentaire est utilisable pour financer des projets souverains (énergie, eau, biodiversité, production, alimentation, numérique, infrastructures essentielles

ménageant le vivant, coûts internes liés à une politique multilatérale d'alliances fluctuantes pour une géopolitique démilitarisée).

Les États, institutions et entreprises impliquées pourraient émettre des obligations libellées dans cette monnaie, permettant d'éviter l'intermédiation des marchés financiers globaux. Cette monnaie ne circulerait pas comme l'euro classique, mais serait **convertible en actifs stratégiques** (titres de propriété sur des infrastructures, financements garantis pour des projets publics). **Elle pourrait être utilisée pour les échanges intra-européens**, réduisant la dépendance aux devises extérieures et favorisant une autonomie financière réelle.

Une Europe de la Robustesse et de la Frugalité Financière

L'Europe doit cesser d'être un terrain de jeu pour la finance mondiale et devenir une puissance capable de se protéger des chocs et des prédatations.

Avec une dette commune ancrée dans une monnaie complémentaire, elle pourrait : - s'autofinancer sans dépendre des investisseurs internationaux - Protéger ses infrastructures stratégiques contre l'accaparement - Créer un cercle économique vertueux où la monnaie finance des projets robustes plutôt que des bulles financières.

Ce modèle repose sur une idée clé : une puissance frugale et robuste n'est pas une puissance qui s'interdit d'investir, mais une puissance qui investit uniquement dans ce qui la rend plus forte, plus indépendante, plus inclusive, plus solidaire et plus résiliente face aux crises.

Loin de n'être qu'au stade de l'utopie, une telle approche permettrait à l'Europe de retrouver un levier de puissance économique et de justice sociale en dehors des logiques spéculatives et extractives qui nous asphyxient, tout en bâtissant une stabilité durable et post croissante.
